

TOUS A LA FETE DE "LA JEUNE GARDE"

EDITORIAL

Vendredi 14 Novembre 1947 - HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 6 FRANCS Numéro 196

De Gaulle plastronne La C.G.T. palabre Ramadier matraque Les travailleurs marseillais POSENT LA QUESTION Qui l'emportera ?

Aux conférences de presse de l'aspirant dictateur, répondent les matraques de Ramadier contre les travailleurs de Marseille.

Ainsi s'évanouit la fameuse Troisième Force au feu de la lutte de classes.

Ainsi apparaît l'absurdité de la campagne sur le parti unique, c'est-à-dire un seul bloc des véritables agents de l'impérialisme américain et tous

Par FAYRE BLEIBTREU

ceux qui n'acceptent pas sans réserve la politique diplomatique de Staline, s'opposent à l'action unie de la classe ouvrière contre Ramadier le matraqueur et contre la menace de dictature gaulliste.

La menace gaulliste n'existe et se précipite qu'autant que la classe ouvrière est réduite à la dispersion et à l'attentisme par la courtoisie de ses dirigeants officiels.

En effet, que dit de Gaulle ? « Le rétablissement de la situation est impossible dans le régime actuel. » Quel aveu ! De Gaulle reconnaît qu'il n'a pas la force dans l'immédiat d'imposer son coup d'Etat à la France, car il sait que la riposte des travailleurs pourrait être assez violente pour débordant la volonté conciliatrice des directions, balayer avec le petit général le régime pour lequel l'engrais. Et il sait que prendre le pouvoir dans le cadre et par les voies parlementaires, c'est accepter la responsabilité d'une non catastrophe à laquelle sa démagogie ne peut apporter le moindre remède.

Si de Gaulle peut dire aujourd'hui : « La vague est lancée, elle va grossir et déferler », c'est qu'il compte sur les matraques de Ramadier d'abord, ensuite et surtout sur l'impudence bureaucratique des dirigeants de la C.G.T. qui paieraient au comité national confédéral sans déterminer la moindre ligne d'action capable d'unifier en un seul faisceau toutes les volontés d'action ouvrière. Ceci à l'heure même où les prolétaires marseillais se dressent contre Ramadier et son appareil d'Etat en une violente grève générale.

La crise du régime pousse à des hauts de classe plus violents en dépit des gémissements apeurés et des efforts conciliateurs « chefs » ouvriers acquis à la collaboration de classe.

Le problème qui se posera de plus en plus clairement, c'est QUI L'EMPORTERA ?

Sûrement pas Ramadier. Ses matraques n'ont d'autre utilité que de frayer la voie aux bataillons de choc de la dictature qui la balayera lui aussi.

C'est donc clair, ou bien de Gaulle. Ou bien la classe ouvrière dressée dans une lutte hardie pour ses intérêts de classe qui sont aussi les inté-

rets du petit paysan, du petit commerçant, de l'artisan écraqué par le grand capital.

Or, le C.C.N., en guise de décision pour l'action, donne au gouvernement un délai supplémentaire d'un mois. Nous verrons le 15 décembre. L'ensemble de la maison, c'est « demain on rase gratis ». Quant à des directives précises d'action pour toute la classe ouvrière, il ne faut pas les attendre de ja

direction confédérale. Les travailleurs marseillais l'ont compris, qui ont passé à l'action directe sans attendre la permission de Frachon-Jouhaux.

Mais quelle chance d'unifier toutes les luttes et de les faire triompher s'il n'est pas répondu à la volonté unanime des travailleurs : « A bas Ramadier ! » La solution est-elle que le président Thorez retrouve son fauteuil ministériel ? Trois années d'expérience ont donné la réponse.

La crise est, d'évidence, une crise de régime. Si nous ne voulons pas de la dictature imposée par le grand capital, la solution ne peut être qu'une action générale anticapitaliste de la classe ouvrière chassant Ramadier et ses matraqueurs et imposant le gouvernement ouvrier-paysan.

Pour arrêter la grève des services publics HENAFF SE PORTE GARANT DES PROMESSES DE RAMADIER

A 17 heures, samedi dernier, le Comité central de grève adressait par la presse une convocation pour une assemblée générale des grévistes des Services publics, pour le lendemain dimanche, à 9 heures du matin, au Vél d'Hiv'.

Le communiqué présentait déjà comme une victoire les promesses gouvernementales et laissait pressentir le tour qu'entendaient donner au mouvement les responsables stalinien de l'Intersyndical des Services publics.

Cinq à sept mille travailleurs se trouvaient rassemblés au Vél d'Hiv' le dimanche matin pour écouter le bilan de victoire et les admonestations de Bourgoin, Lortigue et Henaff.

L'« opinion des dirigeants syndicaux

Les dirigeants syndicaux, comme le disait Henaff, à la tribune « doivent avoir une opinion sans quel ça ne serait pas le peine d'être dirigé ». Ils n'avaient pas d'opinion au début du mouvement, lorsque les boueux de Paris prirent l'initiative de la lutte. S'ils en avaient une, c'est que cette bataille était incontestable. L'opinion des dirigeants stalinien, lorsque le Comité de grève des Eaux décida de se joindre au mouvement, c'était encore une protestation contre ces lobbies, contre la solidarité avec les boueux de Paris. Ces dirigeants n'avaient pas plus d'opinion lorsque, devant le fait d'une vague montante,

ils durent sauver la face en invitant les syndicats des communaux à se prononcer « démocratiquement », mais toujours sans mettre en avant le mot d'ordre de grève générale des Services publics.

Au Vél d'Hiv', tous avaient une opinion ferme : « Reprendre le travail. »

Sous le signe de la « démocratie »

Ces démocrates voulaient arracher, par un vote à l'assemblée, la décision de la reprise du travail sur la base d'une victoire illusoire, faire prendre cette grave décision par une assemblée (qui ne comptait pas le dixième des travailleurs en lutte), convoquée précipitamment alors que rien ne pressait, alors qu'on aurait pu attendre lundi. La démocratie de Henaff consiste, du reste, à ce que trois orateurs stalinien se succèdent à la tribune pendant deux (LIRE LA SUITE EN PAGE 2.)

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2^e). GUT. 80-60.

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

LE 4^{me} CONGRES DU P.C.I. APPELLE LES TRAVAILLEURS A LA PRÉPARATION DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

- ★ Pour arracher un véritable minimum vital.
- ★ Pour barrer la route à De Gaulle, l'aspirant dictateur.
- ★ Pour imposer un gouvernement ouvrier et paysan.

Unanime, il affirme sa volonté de réaliser l'unité avec les Jeunesses Socialistes et d'œuvrer au regroupement révolutionnaire

Se tenant peu après la grève des postiers d'août 1946, le 3^e Congrès du parti communiste internationaliste s'était préoccupé de trouver une voie d'accès plus large vers les masses travailleuses dans lesquelles fermentait le mécontentement et la colère. Quelques mouvements suivirent : les fonctionnaires des finances, les employés de banque ; puis, à intervalles plus rapprochés, les travailleurs de la presse, de quelques usines de la métallurgie parisienne, les blanchisseurs. Enfin, le 25 avril, les travailleurs de chez Renault rompirent les diges.

Minotiers, boulangers, travailleurs du gaz et de l'électricité, métallurgues, services publics, mineurs, etc., entrèrent en lutte dans une succession de vagues qui culminèrent chez les cheminots en juin et dans les transports parisiens en octobre. D'autre part, une autre pousse, celle des petits bourgeois vers la droite, se manifesta au cours de la même période, s'exprimant avec éclat dans la victoire électorale du R.P.F. le 18 octobre.

De tels événements amènent les travailleurs à se demander où ils vont et que faire. A leurs questions, plus de 150 délégués réunis du 8 au 11 novembre, au 1^{er} Congrès du P.C.I., ont donné des réponses claires. Ils ont souligné la grande capacité de combat du prolétariat français et les méthodes des vieilles directions, plus particulièrement celles des dirigeants stalinien dont l'autorité reste si grande, pour maintenir les mouvements ouvriers, dans le cadre de l'Etat bourgeois. Ils ont étudié les voies par lesquelles cette combativité ouvrière parvenait à échapper plus ou moins au contrôle des vieilles directions. Ils ont expliqué le progrès du gaullisme par l'engagement et l'irritation dus à la politique de trahison du P. S. et du P. C.

Ils ont enfin apporté les solutions que les travailleurs — et eux seuls — ont à leur disposition, pour enrayer l'abaissement de leur niveau de vie, pour briser la menace gaulliste et réorienter la petite bourgeoisie vers la classe ouvrière, pour soulever la société de l'arrière et la mener vers le socialisme.

La grève générale mot d'ordre central

C'est seulement, ont-ils déclaré, en lutant pour le triomphe d'un programme anticapitaliste (nationalisation sans indemnité ni rachat, contrôle ouvrier, armement du peuple...) que les masses laborieuses réaliseront leur front unique. La GREVE GÉNÉRALE est une bataille qui dressera une toute la classe ouvrière contre le capitalisme et son Etat, est le moyen principal des masses pour mettre un terme à leur misère croissante, au gaullisme grandissant, produit tous deux par le grand capital. Dans la situation présente, ont-ils affirmé, le mot d'ordre politique central du parti sera la GREVE GÉNÉRALE. Quand les cheminots avaient arrêté le trafic, quand les travailleurs du métro et des autobus avaient bouleversé l'activité de la région parisienne, tous les travailleurs attendent — en vain — ce mot d'ordre de la part des grandes organisations. Une lutte tant soit peu importante, comme il s'en produira inévitablement, en fera une nécessité impérieuse. C'est aussi le mot d'ordre dicté par les nécessités de rassembler le FRONT UNIQUE des travailleurs contre les prétentions à l'Etat fort.

Le 4^e Congrès a décidé d'aider à la préparation de la grève générale en popularisant les expériences passées, les formes d'organisation qu'elles ont suscitées (comités de lutte, comités de grèves...) et en montrant la nécessité de la défense par les milices ouvrières.

Vers le gouvernement ouvrier et paysan

Paralysant l'activité du pays, se heurtant aux forces légales et extralégales de la bourgeoisie, la grève générale ne peut être victorieuse qu'en chassant du pouvoir les ministres capitalistes et qu'en installant un GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN. Un FRONT UNIQUE des organisations ouvrières pour le triomphe d'un programme anticapitaliste aboutira nécessairement à un tel gouvernement. Le 4^e Congrès du P.C.I. a décidé de souligner aux travailleurs que les partis et les dirigeants qui recueillent leurs millions de suffrages, qui disposent de leur confiance, ne veulent pas utiliser la force immense ainsi constituée parce qu'ils ne veulent

Une nouvelle direction des luttes

En même temps qu'il apportait ces réponses précises aux préoccupations présentes des masses, le 4^e Congrès du P.C.I. a concentré son attention sur les problèmes qui joueront dans les luttes, une avant-garde clairvoyante et énergique, cherchant à supplanter les directions collaborant avec la bourgeoisie, qui ont, au cours des mois passés, considérablement déçu de larges couches de travailleurs.

Dans le P.C.F., la confiance la plus absolue qui régnait quelques mois auparavant, a fait place au doute et à la méfiance. Dans le P. S., une minorité révolutionnaire semble devoir être contrainte de mettre rapidement un point final à la collaboration avec Ramadier et ses complices de gauche, Guy Mollet et Marceau Pivert. Enfin, les Jeunesses socialistes qui avaient rompu, lors de la grève Renault, avec la social-démocratie, poursuivent leur évolution vers la IV^e Internationale. Le 4^e Congrès a salué le camarade Rousseau, secrétaire national des Jeunesses socialistes, et, unanime, a exprimé sa volonté de réaliser l'unité révolutionnaire avec les J.S. Une commission a été nommée pour fixer les modalités de l'unification du P.C.I. et des J.S. Le prochain congrès d'unité révolutionnaire entraînera un grand nombre de travailleurs à la recherche d'une issue.

Les boueux de Paris ont repris le travail avec de simples promesses du Gouvernement



Comment il faut savoir terminer une grève

Vers le congrès d'unité révolutionnaire

Le IV^e Congrès a décidé d'intensifier les efforts du P.C.I. en vue de réaliser l'UNITE REVOLUTIONNAIRE avec les organisations et groupes de travailleurs révolutionnaires rompant avec les directions de trahison du P.C.F. et de la S.F.I.O.

L'importance de cette décision tient non seulement au caractère de la période que nous vivons, dans laquelle le rôle du Parti révolutionnaire est décisif, tant en ce qui concerne la lutte contre les menaces de dictature, que la préparation de la grève générale, mais aussi à l'ampleur du courant révolutionnaire en marche vers le programme et les méthodes d'organisation adaptés aux conditions actuelles de la lutte de classes, contrairement à la tête auquel nous saluons

aujourd'hui la JEUNESSE SOCIALISTE.

En réponse aux propositions du Bureau Politique qui publiait « La Vérité » du 7 novembre, le camarade Rousseau, secrétaire national des Jeunesses socialistes, est venu fraternellement à la tribune de notre congrès affirmer la communauté de but et d'idées de la J.S. avec notre parti et avec la Jeunesse Communiste Internationaliste, et exprimer la volonté de son organisation de voir se réaliser rapide-

ment l'UNITE REVOLUTIONNAIRE.

Comme le camarade Grapeau le soulignait déjà dans son article du 7 novembre, le Congrès a estimé que la plus large UNITE DE COMBAT devait être organisée dès maintenant entre nos organisations respectives. Cette unité d'action sera d'autant plus effective qu'elle sera préparée par des assemblées communes, à tous les échelons, assemblées communes qui permettront non seulement de souder les militants dans le coude à coude fraternel, mais de les aider à mieux connaître les préoccupations, les idées, le programme, les conceptions d'organisation, des camarades du futur parti unifié.

Le Congrès a repris à son compte l'ensemble des propositions faites par le Comité central sortant et ayant pour but d'organiser démocratiquement à tous les échelons la discussion, d'abord sur le programme fondamental et sur les principes d'organisation qui doivent être ceux du parti unifié, et aussi sur les problèmes actuels de la stratégie et de la tactique dans la période présente.

Il a repris également à son compte l'affirmation de la nécessité d'une structure centraliste démocratique du nouveau parti, la démocratie consistant en ce fait que la base elle-même fixe la politique du parti et peut effectivement en discuter.

L'intervention de Rousseau

Secrétaire national des Jeunesses Socialistes

Le camarade Rousseau, secrétaire national des Jeunesses socialistes, vient apporter au congrès le salut fraternel de son organisation. Il souligne tout d'abord l'importance des pourparlers engagés entre P.C.I. et J.S. en vue de la fusion. Première étape vers le regroupement révolutionnaire.

Il montre comment dans la lutte les J.S. ont compris l'importance de la collaboration révolutionnaire de la classe ouvrière avec la bourgeoisie.

Par la campagne, les mesures disciplinaires, on a cherché à empêcher tout contact entre nous, mais dans l'action quotidienne, à l'usine et dans les quartiers les J.S. se sont trou-

Fête de "LA JEUNE GARDE"

Vendredi 28 Novembre, à 20 h. 30, à « LA MUTUALITE »

Un grand film inédit : "L'insurrection d'octobre"

AU PROGRAMME : Roger BLIN, LATOUR, Maurice BACQUET, Des chœurs ouvriers, Des chœurs parlés.

Les comptes rendus et résolutions du congrès paraîtront dans le prochain numéro.

Pointes Rouges

De la résistance à...

Le « Popu » bat la campagne

L'Etendard des banquiers.

Des mots d'ordre clairs, la préparation de l'unité révolutionnaire, une direction du parti enrichie de l'expérience des récents mouvements ouvriers, ce bilan du 4^e Congrès du P.C.I. permettra à la classe ouvrière de France, d'être mieux armée pour ses prochains grands combats.

28 NOVEMBRE Fête de « La Jeune Garde »

